

Page 2 :

Non aux réformes Blanquer !

Page 4 :

Tous sur le pont pour sauver l'Humanité

Hors-pagination :

*Le tract distribué actuellement
par les militant-es communistes
pour annoncer la venue de*

Gilbert GARREL à Varennes-Vauzelles

Les Nouvelles de la Nièvre

Bi-mensuel départemental du PCF
53 Boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny - 58000 NEVERS

Les Européennes, c'est dans un mois et demi

Amis lecteurs,

Les raisons de voter pour la liste conduite par Ian BROSSAT et Marie-Hélène BOURLARD, le 26 mai prochain, ne manquent pas. *A fortiori* dans la Nièvre où les conséquences de l'Europe libérale, celle des directives de libéralisation et du dumping social, se font si cruellement ressentir.

C'est d'ailleurs en partant de cette réalité quotidienne, vécue dans la Nièvre, que la candidate Nivernaise **Isabelle LIRON** sillonne le Département, de réunions publiques en apéros-débats, de portes d'entreprises en foires de printemps.

Ces raisons de voter, elles sont également résumées dans le matériel de campagne tout fraîchement reçu à la Fédération du PCF : des affiches, des tracts, des bandeaux thématiques... à venir chercher dès que possible !

Des « temps forts » vont jaloner la campagne, dans les quelques dizaines de jours qui nous séparent du scrutin :

- la venue de **Gilbert GARREL** à Varennes-Vauzelles mercredi 10 avril (voir en p. 3-4)
- la réunion publique avec **Alain PAGANO** à Garchizy le 23 avril, sur le thème de la gratuité des Transports
- l'apéritif-débat avec **Mamadou BASSOUM** et **Geneviève de GOUVEIA** à Nevers le 2 mai
- et une fin de campagne en fanfare avec **Fabien ROUSSEL**, Secrétaire National du PCF, à la Salle Polyvalente de FOURCHAMBAULT le 21 mai... quelques jours avant le vote.

Mais chacun-e le sait : c'est dans les discussions avec la famille, les amis, les voisins, les collègues de travail... que chaque voix se gagne, une à une.

C'est sur les marchés locaux, au porte-à-porte, dans les invitations ciblées pour les réunions publiques, partout où elles seront organisées... que le travail de conviction se mène.

C'est la force du Parti Communiste, de ses militant-es, de ses organisations locales qui font vivre la démocratie toute l'année, au plus près du terrain... pas sur les plateaux télé des chaînes d'information continue !



« L'école de la confiance » de Jean-Michel Blanquer suscite la défiance des syndicats



Samedi 30 avril, à l'appel de plusieurs organisations syndicales (dont la FSU, le SE-Unsa, le Sgen-CFDT, la CGT Educ' et le Snalc), 50 000 personnes ont défilé pour montrer leur défiance dans l'école de la confiance du Ministre Blanquer.

Car de confiance, il n'y a pas ! Prenons point par point :

► **Liberté d'expression réprimée** : l'article 1 de la loi révèle une volonté de museler la parole enseignante : le refus de participer à des évaluations serait considéré comme une « faute professionnelle », avec sanctions disciplinaires à la clé ! Le Conseil d'Etat a demandé le retrait de cet article 1, les députés LREM l'ont maintenu !

► **Les « Etablissement publics des savoirs fondamentaux »**, regroupant des écoles et un collège : présenté comme un moyen de « faire des économies », c'est une nouvelle fois l'occasion de centraliser les services publics, au détriment de la vie en milieu rural ! Le principal de Collège deviendrait le supérieur hiérarchique de toute l'équipe enseignante.

► **Les directeur.trice.s d'école** : ils deviendraient de simples « référent-es »... Or les parents d'élèves, les élèves, les équipes, les municipalités ont besoin d'un in-

terlocuteur de proximité qui peut prendre des initiatives sans devoir dépendre d'un ou d'une principale de collège déjà surchargé.e !

► **Concernant les étudiants-remplaçants**, c'est un moyen pour le Ministère d'employer du personnel de remplacement à bas coût !

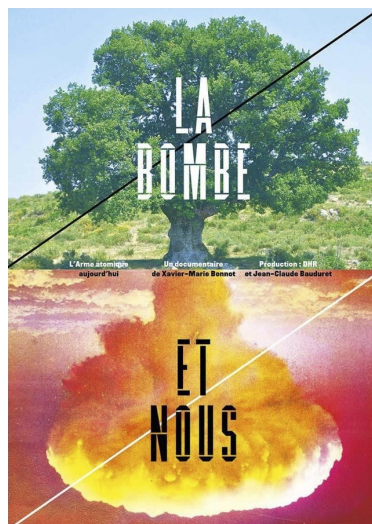
► **Evaluation du système scolaire** : le Ministre organise l'évaluation de son système par ses propres amis, en supprimant le CNESCO et en créant un nouvel organisme dont 10 des 14 membres de ce Conseil seront nommés par le ministre lui-même !

► **L'instruction obligatoire à 3 ans** : elle se traduit par une obligation faite aux communes de financer les maternelles privées à la même hauteur que les maternelles publiques ; voilà un cadeau pour l'enseignement privé estimé à 150 millions d'€ !

► **Enfin, les drapeaux de la France et de l'Europe** devront flotter dans chaque classe, et les paroles de la Marseillaise retentiraient de bon matin. Une vision rétrograde de l'éducation morale et civique et de l'école en général.

Pour obtenir l'abandon du projet de loi (qui doit passer au sénat au mois de mai), les organisations syndicales appellent à la grève le 4 avril et à faire du 9 mai une grande journée de mobilisation.

A Nevers, un rassemblement était organisé le 30 mars. Plusieurs Nivernais-es étaient également présents au rassemblement national, à Paris ; parmi eux, Pascale Bertin et Jimmy Derouault



« La Bombe (atomique) et nous » : Film et Débat avec le Mouvement de la Paix Vendredi 12 avril à 18h à Nevers (Salle Stéphane Hessel) avec Pierre Villard membre de l'ICAN

Sommes-nous pris au piège de l'arme nucléaire ? Peut-on vivre sans elle ? Peut-on penser le monde autrement que par un équilibre de la terreur ?

Le film de Xavier-Marie Bonnot puis le débat avec Pierre Villard et les présents, permettront de vous faire votre opinion, de faire le point de la situation dans le monde et en France et de renforcer les arguments.

L'ICAN est un collectif de centaines d'organisations internationales qui a reçu le prix Nobel de la Paix en 2017 pour son rôle et son engagement en faveur du traité d'interdiction des armes nucléaires, adopté par l'ONU en juillet 2017.

Le Centre Stéphane Hessel se trouve à la Grande Pâturée (1 rue Henri Fraissot).

L'Assemblée Générale du Mouvement de la Paix précédera la projection (AG à 17 h)

Nécrologie : René Miret (Fourchambault)

René vient de décéder à l'âge de 72 ans. Né dans l'Allier, il devient facteur à la Poste. Il fera la majorité de sa carrière à Fourchambault.

Syndiqué à la CGT, il deviendra membre de la direction départementale de la Nièvre. Particulièrement estimé par la population, il fut également élu plusieurs mandats conseiller municipal de Garchizy aux côtés du maire Michèle Girard.

Militant communiste, il participa tant qu'il le put à toutes les batailles pour les services publics et l'emploi industriel dans le département et au-delà.

Lors de ses obsèques, Yves Arnaud lui rendit hommage.

La Fédération du PCF et les Nouvelles de la Nièvre adressent leurs condoléances à sa compagne Anne-Marie, et à sa famille.

Nécrologie : Pierre Bernasse (Chaulgnes)

Communiste, vétéran de notre Parti, Pierre est décédé à Argenton sur Creuse. Habitant Chaulgnes, il était apprécié pour sa gentillesse et la droiture de ses idées, au service de la justice sociale et de la Paix.

Arrivé le Grand âge, Il partit dans l'Indre pour se rapprocher de ses enfants. En activité il a travaillé aux PTT dans la branche qui deviendra France Télécom.

Militant de la CGT, il sera de nombreuses années membre de la Commission départementale. Il militera au PCF, tant que sa santé le lui aura permis.

Nous présentons à sa famille nos sincères condoléances.

Dimanche 7 avril : Cérémonie de la Fontaine du Bois à Poiseux

Dimanche prochain, l'ANACR (Anciens Combattants et Amis de la Résistance) et la Municipalité de Poiseux invitent tous ceux qui n'oublient pas les acquis démocratiques et sociaux apportés par la Résistance, face à l'extrême droite au pouvoir avec Pétain, collaborant avec l'armée allemande.

Tous ceux qui souhaitent rendre hommage à l'esprit de résistance nécessaire aujourd'hui et aussi hommage aux combattants qui vécurent l'anéantissement du premier Maquis armé de la Nièvre à la Fontaine du Bois, en avril 1943, sont invités :

**Rassemblement à 9h30
Place de l'église de Poiseux
Cérémonie à la stèle, à 10h.**

Varennes-Vauzelles : La réalité dépasse la fiction

La prochaine série de Netflix s'inspirera-t-elle de la situation au Conseil Municipal de Varennes-Vauzelles ?

Depuis 4 ans, la liste du Maire M^{me} Bonnicel n'en finit pas de se déchirer. On ne compte plus les groupes « dissidents » issus d'une majorité municipale élue pour « *en finir avec 70 ans de Communisme à Varennes-Vauzelles* ». Au point que le Budget Municipal ne trouve plus de majorité pour être voté : il a été rejeté par deux fois en 2017 (la Préfecture avait dû prendre la main), puis une fois en 2018 (il avait fallu un second Conseil), et en 2019, déjà deux conseils, et... personne ne sait où on atterrira.

Cette année, le Budget avait déjà été rejeté par 15 voix contre 13, lors de la séance du 19 mars. 10 élus de la liste majoritaire (y compris des adjoints !) ont donc rejeté le Budget proposé par le Maire...

Mais M^{me} Bonnicel n'étant pas de nature à se poser des questions, elle redépote (à la virgule près) le même Budget, ce mardi soir. Le tout dans un climat de défiance, de suspicion et de « flicage » interne à la majorité municipale dépassant l'imagination.

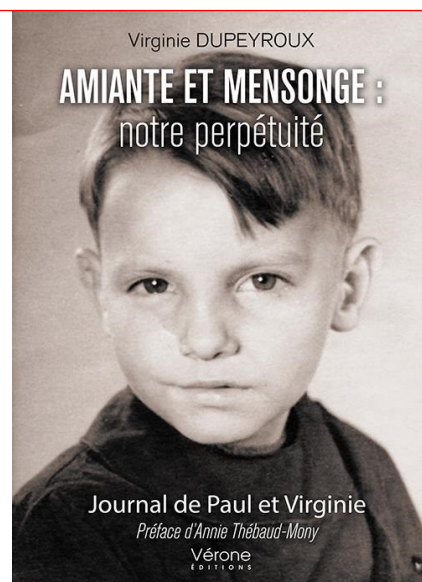
Au moment du vote, esclandre dans la salle : l'adjointe placée à la droite du Maire, en réaction à des propos que lui aurait glissés M^{me} Bonnicel, s'exclame : « *c'est plus que je ne peux en supporter !* », quitte la salle avec pertes et fracas, et s'effondre en larmes devant la Mairie.

Suspension de séance demandée (et obtenue) par Olivier SICOT, explications refusées par le Maire. Retour dans la Salle... où l'opposition de gauche demande un vote « dans des conditions sereines, sans pression » et suggère pour cela l'appui de la Police Municipale. Refus du Maire. Les élus de gauche quittent donc la séance, suivis par les groupes « dissidents ». Plus de quorum... et Conseil reporté le 9 avril.

Voilà. Ça se passe aujourd'hui comme ça, à Varennes-Vauzelles, 3^{ème} Ville du Département et 2^{ème} Ville de l'Agglo. Résultat du "sans-étiquette" et du "nouveau monde". Oui, décidément, vivement 2020... et que V-Vauzelles redevienne V-Vauzelles !

**« Amiante et mensonge :
notre perpétuité ».**

**Un livre de
notre amie
Virginie
Dupeyroux
(Urzy)**



Paul Dupeyroux, carreleur, mosaïste, marbrier, âtrier a passé toute sa jeunesse à Aulnay-sous-Bois (93) où il a grandi, sans le savoir, comme tous les autres riverains, à proximité d'une usine de broyage et de défibrage d'amiante, le CMMP (Comptoir des Minéraux et Matières Premières).

En 2014, cinq décennies après avoir quitté les lieux, on lui diagnostique un mésothéliome pleural, le 'cancer de l'amiante'. C'est par voie de presse (journal 'Aujourd'hui en France', en date du 26 novembre 2014) qu'il apprendra qu'il a été contaminé par l'amiante dans son enfance.

Après sa disparition, sa fille Virginie Dupeyroux a publié un livre : '*Amiante et mensonge : notre perpétuité - Journal de Paul et Virginie*' aux éditions Vérone.

Cet ouvrage, préfacé par la sociologue et chercheuse en santé publique Annie Thébaud-Mony, retrace leur parcours, calendrier autobiographique sur quinze mois dans le monde médical dans la Nièvre. Le père, aujourd'hui décédé, et la fille, y expriment à deux voix la stupéfaction de la découverte de la maladie, puis la compréhension de l'origine de l'empoisonnement familial. Ils dénoncent l'irrespect médical et la maltraitance dont sont trop souvent victimes les patients atteints de pathologies uniquement imputables à l'amiante, et le mensonge médical qui complète trop souvent encore le mensonge industriel et le couvre.

Virginie Dupeyroux est membre de l'UD CGT de la Nièvre, secrétaire de Ban Asbestos ('*Bannir l'amiante*') France, membre de l'association Henri Pézerat et de l'Adeva Centre. Les bénéfices du livre, disponible sur internet, à la Maison de la Presse de Nevers et à l'Espace Culturel Leclerc, seront reversés aux trois associations. Elle a également créé un site internet informatif :

<http://amiante-et-mensonge-notre-perpetuite.com/>

Virginie tient à manifester sa solidarité auprès des camarades de la CGT Cheminots de Varennes-Vauzelles dans leur lutte pour faire reconnaître le site amianté, et a une pensée particulière pour Robert Besse, décédé de mésothéliome le 11 août 1986. Son épouse Odette avait obtenu, après un long combat judiciaire, la toute première reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur, dans la Nièvre.

ISBN : 979-10-284-0409-3 - 576 pages - Prix public conseillé : 25€. (Les libraires peuvent passer commande auprès de diliCOM ou d'Hachette Livre.)

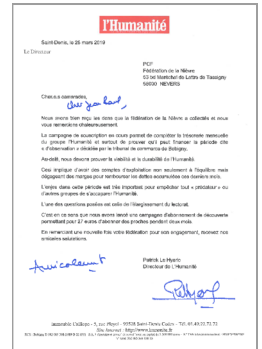


Il faut sauver L'Humanité Un concert de soutien à Nevers, le 4 mai... et l'objectif de réaliser des abonnements par dizaines !

Amis lecteurs,

Dans un récent courrier adressé à la Fédération du PCF, le Directeur de l'Humanité nous charge de remercier les Nivernais-es qui répondent à l'appel à souscription : en plus des quelque 1 000 € que nous avons collectés en janvier et février, de nombreux chèques continuent d'affluer à L'Humanité.

Pour autant, au-delà de cette souscription nécessaire (qui permet de compléter la trésorerie mensuelle du groupe L'Humanité, Patrick Le Hyaric insiste sur la nécessité « *de prouver la viabilité et la durabilité de l'Humanité* »). Cela pose la question, incontournable, de l'élargissement du lectorat et donc du nombre d'abonnements.



C'est la raison pour laquelle tout doit être fait, dans les semaines qui viennent, pour réaliser des dizaines d'abonnements nouveaux dans le Département de la Nièvre.

Pour y contribuer, une « **Soirée-Concert de Soutien à l'Humanité, pour le pluralisme de la presse, pour une information indépendante au service du progrès social et écologique** » est organisée, **le samedi 4 mai à partir de 19h, au Centre Stéphane HESSEL à Nevers**, avec plusieurs groupes de musique (Tourbillon Cé, Tribute Creedence ont déjà annoncé leur participation).

Ce sera l'occasion de recueillir des dons, et de réaliser des abonnements à l'Humanité.

Entrée libre. Des boissons et sandwichs seront proposés. **Notez la date, réservez votre soirée !**

ABONNEZ-VOUS !

Abonnement couplé L'Huma quotidienne / avec le magazine "L'Huma Dimanche", chaque jeudi

- ☐ Par prélèvement mensuel livré par la poste : 39,50 €
- ☐ **Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire) : 29,50 €**
- ☐ Par chèque : ☐ Un an postal 465 € ☐ 6 mois postal 255 €

Abonnement L'Humanité quotidienne

- ☐ Par prélèvement mensuel livré par la Poste : 31€
- ☐ **Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire) : 23,50 €**
- ☐ Par chèque : ☐ Un an 370 € ☐ 6 mois 210 €

Abonnement week-end : L'Huma quotidienne du vendredi/samedi/dimanche avec le magazine L'Huma Dimanche, chaque jeudi

- ☐ Par prélèvement mensuel avec engagement d'un an : 19 €
- ☐ Par chèque : ☐ Un an 225 € ☐ 6 mois 130 €

Nom, Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

adresse mail :

**Joindre obligatoirement un RIB ou le règlement à ce bon et retourner le tout à
L'Humanité, Service Diffusion, 3 rue du Pont de l'Arche, 37550 SAINT AVERTIN**



Réunion publique

**Mercredi 10 avril
18 h**

Varennes-Vauzelles

(Centre Gérard Philipe)

avec



Isabelle LIRON

Conseillère à l'emploi dans la Nièvre

et

Gilbert GARREL

Ancien secrétaire national
de la Fédération CGT des Cheminots

*Candidats sur la liste conduite par Ian BROSSAT,
la seule liste composée à 50% d'ouvrier(ère)s et d'employé(e)s*

Pour nous, toujours moins

- **+4%** sur les prix alimentaires
- **+6%** d'augmentation de l'électricité
- **jusqu'à +7%** pour le prix des autoroutes
- **Gel** des retraites

Pour les plus riches,

- **57 milliards** pour les actionnaires du CAC40
- **3000 milliards** versés aux banques par la Banque Centrale Européenne
- **100 milliards** de fraude fiscale par an
- **ISF** supprimé

- Au cours des 10 dernières années, les richesses produites par les travailleurs en Europe sont passées **de 15 000 milliards d'€ à plus de 17 000 milliards d'€**
- Dans le même temps, le taux de travailleurs pauvres est passé **de 7% à 10%**

Vous trouvez cela normal ?

POUR QUE NOS VIES CHANGENT, L'EUROPE DOIT CHANGER !

► **Un travail qui paie, pour une vie digne**

- Le SMIC et la pension minimum à 1 400 € net / mois (1 800 € brut)
- Contraindre les entreprises à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

► **Une règle d'or sociale et écologique**

- Interdire les délocalisations pour les entreprises qui font des profits
- Un plan d'urgence pour nos services publics et la transition écologique en réorientant les 3000 milliards d'€ donnés aux banques par la Banque Centrale Européenne sans contrepartie

► **Objectif : zéro fraude fiscale en Europe**

- Interdire les paradis fiscaux en Europe et prélever à la source les multinationales

► **Promouvoir la Paix et la Solidarité**

- Baisser les dépenses militaires et sortir de l'OTAN
- Accueillir dignement les réfugiées

***Pour l'Europe des gens,
contre l'Europe de l'argent :***

**Le 26 mai, votons pour la liste conduite par
Ian BROSSAT**





**En lieu et place du
"4^{ème} paquet ferroviaire"
et des directives européennes
de libéralisation,**

**faisons le choix
du service public !**



L'Union Européenne n'est pas une « main invisible et insaisissable »... c'est le fruit d'un processus politique, avec à la manœuvre, les chefs d'Etat des 27 pays-membres !

La « concurrence libre et non faussée », les privatisations, les directives de libéralisation auxquelles sont soumises tous nos services publics... tout cela est le résultat de choix politiques votés au Parlement Européen, et validés par les gouvernements !

Un seul exemple : le 4^{ème} paquet ferroviaire, qui sert aujourd'hui de base pour détruire le service public du rail.

Les députés européens communistes, qui siègent au sein du groupe GUE-NGL, ont mené une bataille acharnée et ont déposé des motions de rejet sur chacun des 6 textes du paquet ferroviaire portant sur la libéralisation totale d'ici à décembre 2022 du trafic passager. Une opposition forte et une voix unie avec les syndicats, unanimes à dénoncer cet accord.

Les députés communistes, en cohérence, se sont opposés à l'ensemble des textes du "paquet ferroviaire"... contrairement aux députés de LR, de l'UDI, du Modem et du PS. Il y a donc bien là des choix politiques, validés par les uns, et combattus par les autres !

Ce "quatrième paquet ferroviaire" sert aujourd'hui de prétexte pour démanteler la SNCF, casser le statut des cheminots, réduire l'offre de service public, et ouvrir à la concurrence deux premières lignes de Trains Intercités... dont la ligne Lyon-Nevers-Nantes !

Dans la Nièvre, les conséquences sont douloureuses :

- Suppression de guichets SNCF (à Luzy et Cercy la Tour depuis début janvier... et menaces à court terme sur les guichets de Decize et Clamecy)
- Réduction drastique des horaires des guichets
- Suppression de personnels à bord des trains et dans les gares

Et la ligne Nantes-Lyon passant par Bourges, Nevers et Moulins est l'une des deux premières lignes françaises à faire l'objet d'une « ouverture à la concurrence ».

Or on le sait, la libéralisation des services publics aboutit à l'inverse de l'efficacité affichée. Elle creuse les inégalités territoriales et aggrave les injustices sociales.

Dans le même temps, elle va à l'encontre de la nécessaire transition écologique : moins de fret SNCF, c'est plus de camions sur les routes et donc nécessairement une accélération de l'émission des gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique.

Et contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, la libéralisation ne fait pas baisser les tarifs (regardez ce qu'il est advenu des tarifs du gaz, et de l'électricité !) En réalité, c'est tout le contraire, dans la mesure où les entreprises privées finissent par se mettre d'accord sur les prix... et faussent de facto la concurrence.

Ce dont les usagers et le réseau ferroviaire français ont besoin, ce n'est pas de privatisation : c'est que l'Etat investisse dans la modernisation du matériel roulant et des infrastructures : aujourd'hui, il faut 1h30 de plus pour réaliser Nantes-Bordeaux qu'il y a 10 ans ! Rien qui puisse inciter à laisser sa voiture pour faire ce trajet...

Dans la Nièvre, il faut continuer à pousser pour l'électrification de la ligne SNCF Nevers-Chagny... ce tronçon de 160 km est le dernier qui reste à électrifier sur l'ensemble de la ligne reliant les Ports de Nantes / Saint-Nazaire à l'Europe de l'Est (via Mulhouse-Bâle) et l'Europe du Sud (via Lyon et Turin). Cette électrification, inscrite au Schéma TransEuropéen de Transports (et pouvant donc bénéficier de financements européens) est à réaliser d'urgence, pour finaliser la Voie Ferrée Centre Europe Atlantique (VFCEA) :

► Voilà un réel investissement pour la **transition écologique**, permettant de réaliser un véritable corridor européen de fret ferroviaire... et de mettre enfin des milliers de camions sur le rail !

► Voilà un réel investissement pour le **développement économique** des régions traversées, grâce au raccordement de nos zones industrielles au réseau ferré !

► Voilà un réel investissement pour le **développement de l'emploi**, pour nos ateliers de maintenance SNCF de Varennes-Vauzelles... et pour le développement de la gare de triage de Gevrey-Chambertin !

► Voilà également un réel investissement pour la **sécurité routière**, afin d'éviter des dizaines de morts sur la RCEA, la route la plus meurtrière de France, et les 5 000 camions qui y transitent chaque jour !

C'est un dossier européen que les député-es communistes européens ont toujours soutenu. Il faut les aider à être plus nombreux au Parlement Européen, dans le mandat qui vient !